(1)

(N° 208)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1922

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 4 mai 1922.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un nouvel amendement que je propose d'apporter au projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922.

En suite de cet amendement, ledit projet de Budget s'élèvera :

Pour les dépenses ordinaires, à fr. 1,132,655,087 42

Pour les dépenses exceptionnelles, à 181,000 »

ENSEMBLE fr. 1,132,836,087 42

Agrérez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(1) Budget, n° 24-II.
Amendements, n°s 77 et 179.

AMENDEMENT.**Première Section. — Dépenses ordinaires.****CHAPITRE PREMIER.****Service de la Dette proprement dite.****3^e SECTION.***Dettes contractées depuis 1850.***§ 2. — Annuités diverses.**

ART. 18^{ter} (nouveau). — *Participation de l'État dans les charges de l'emprunt de 22,500,000 francs, à contracter par la Société Nationale des Distributions d'eau au Crédit communal de Belgique. (Loi du 26 août 1913, art. 5.)*

Le Gouvernement est autorisé à couvrir l'emprunt de la garantie de l'État.
 fr. 34,000 »

Eerste Sectie. — Gewone uitgaven.**EERSTE HOOFDSTUK.****Dienst der eigenlijk gezegde Schuld.****3^e SECTIE.***Schuld aangegaan sedert 1850.***§ 2. — Jaarrenten van verschillende aard.**

ART. 18^{ter} (nieuw). — *Aandeel van den Staat in de lasten der leening van 22,500,000 frank, aan te gaan door de Nationale Maatschappij der waterleidingen bij het Gemeentecrediet van België. (Wet van 26 Augustus 1913, art. 5.)*

De Regeering is gemachtigd de leening te doen dekken door Staatswaarborg fr. 34,000 »

Le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène a donné son approbation à un certain nombre d'avant-projets de services régionaux de distribution d'eau potable élaborés par la Société Nationale des Distributions d'eau. Il en est quatre, parmi eux, qui revêtent un réel caractère d'urgence, dont les communes attendent la réalisation avec une légitime impatience, et que la Société Nationale, répondant aux pressantes instances qui sont faites auprès d'elle, désire mettre à exécution dans le plus bref délai. Les frais d'établissement de ces services sont estimés dans l'ensemble à 23,675,000 francs.

Les raisons qui justifient l'urgence des travaux projetés sont exposées dans une notice jointe. Cette notice indique, en outre, pour chacun desdits services : sa composition, la date de son approbation par le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, le montant de son capital de premier établissement et sa répartition entre les divers associés : États, provinces et communes.

Usant de la faculté que lui confère l'article 5, 2^e alinéa, de la loi du 26 août 1913, instituant la Société Nationale des Distributions d'eau, le Gouvernement a décidé d'intervenir à concurrence de la quotité maximum de $\frac{1}{3}$ dans la formation

du capital de premier établissement de ces quatre services et de souscrire provisoirement un certain nombre de parts sociales en lieu et place de quelques communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

Le tableau ci-après donne, par service, la répartition entre les divers associés du capital de premier établissement :

	Capital du service.	Souscriptions			
		de l'État		des provinces.	des communes.
		définitive.	temporaire.		
I. — Service régional du Bas-Borinage.	5,279,000	1,760,000	»	1,086,000	2,463,000
II. — Service régional du Sud-Est du Limbourg	4,766,300	1,588,700	75,100	1,191,600	1,910,900
III. — Service régional du Nord de Namur :					
GROUPE A	3,201,400	1,067,100	85,800	533,600	1,514,900
GROUPE D	1,148,300	382,800	»	191,400	574,100
IV. — Service régional de la Dendre supérieure	9,280,000	3,093,300	1,950,100	1,856,000	2,380,600
	23,675,000	7,891,900	2,114,000	4,828,600	8,843,500
		10,002,900			

La Société Nationale se propose de se procurer les fonds nécessaires à l'exécution des travaux projetés au moyen d'un emprunt provisoire à contracter au Crédit communal de Belgique. Étant donné la situation du marché financier, il a paru recommandable de recourir à un emprunt à court terme, dont les conditions, approuvées par le Gouvernement, sont les suivantes :

La réalisation de l'emprunt, qui sera garanti par l'État, se fera par tranches successives, dont la première, de deux millions de francs, à lever immédiatement, sera remboursable le 30 septembre 1930; l'intérêt sera payable semestriellement, le taux en sera fixé dans le courant des mois de juin et de décembre de chaque année par le Conseil d'administration du Crédit communal de Belgique, sous réserve d'approbation par le Ministre des Finances.

La province de Limbourg se proposant de s'acquitter en numéraire de sa quote-part dans le capital du service à créer dans le sud-est de son territoire, l'emprunt projeté s'élèvera en conséquence à : 23,675,000 — 1,191,600 = 22,483,400, soit, en chiffres ronds, 22,500,000 francs.

D'après les prévisions de la Société nationale, les travaux dureront de trois à quatre années. Au cours du présent exercice, qui sera consacré principalement à l'acquisition des emprises, aux travaux de captage et, pour certains services, à la rédaction des projets définitifs, les dépenses auxquelles la Société Nationale aura à faire face ne dépasseront vraisemblablement pas deux millions de francs. Les intérêts à payer au Crédit communal, exigibles les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, monteront donc pour 1922 à 80,000 francs au maximum si le taux actuel de 6 % est maintenu par le Conseil d'administration de cet établissement.

L'intervention de l'État dans les frais d'établissement des services qu'il s'agit de créer ayant été fixée au tiers du montant des dépenses, le Trésor aura, par conséquent, à prendre à sa charge, pour l'exercice 1922, un prorata d'intérêt qui ne dépassera pas la somme de 34,000 francs, montant du crédit sollicité, tenu compte du supplément qui incombe à l'État du chef de sa souscription provisoire d'un certain nombre de parts sociales en lieu et place de quelques communes momentanément défailiantes.

Enfin, conformément à l'article 8 de la loi du 26 août 1913, le Gouvernement sollicite l'autorisation d'attacher à cet emprunt la garantie du Trésor.

NOTE

sur les travaux projetés par la Société nationale des distributions d'eau.

I. — Service régional du Bas-Borinage.

Le service de distribution d'eau à créer dans le *Bas-Borinage* intéresse trois communes : JEMAPPES, HORNU et QUAREGNON, comptant ensemble près de 45,000 habitants.

La situation actuelle de cette population au point de vue de l'alimentation en eau potable est réellement lamentable, et il s'attache un intérêt hygiénique de premier ordre à ce qu'il y soit porté remède au plus tôt. Les conditions sanitaires de la région laissent énormément à désirer et, tout récemment encore, on a eu à y constater de nombreux cas de fièvre typhoïde. Les instances pressantes et réitérées des Administrations communales et les sacrifices considérables qu'elles n'hésitent pas à s'imposer malgré leur détresse financière pour mettre fin à cet état de choses, établissent à suffisance l'urgence du travail projeté, et l'impossibilité morale d'en ajourner l'exécution.

Le capital du service est estimé, d'après les études d'avant-projet, à 5,279,000 francs, à répartir comme suit entre les divers associés :

	Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État	($\frac{1}{3}$)	1,760,000	17,600 »
2. Province	($\frac{1}{3}$)	1,056,000	10,560 »
3. Jemappes	($\frac{1}{13}$)	875,000	8,750 »
4. Hornu		618,000	6,180 »
5. Quaregnon		970,000	9,700 »
TOTALS . . . fr.		5,279,000	52,790 »

Les souscriptions des provinces et des communes sont acquises. L'avant-projet de ce service a été approuvé par dépêche du 10 décembre 1921.

II. — Service régional du Sud-Est du Limbourg.

L'avant-projet de la distribution d'eau destinée à pourvoir aux besoins des populations du Sud-Est du Limbourg a été mise à l'étude pendant la guerre, à la demande des communes intéressées. Il a été approuvé par dépêche du 18 novembre 1919. Les villages qu'il s'agit d'alimenter sont au nombre de 23 (1) : leur population totale est de 20,400 âmes ; ils sont, pour la plupart, situés sur le plateau élevé qui se développe au nord du Geer et sous lequel les ressources aquifères de bonne qualité se trouvent à grande profondeur ; l'eau potable y fait presque complètement défaut ; la situation y a été particulièrement critique au cours des sécheresses de l'an dernier, et il ne serait pas possible de la laisser perdurer sans compromettre gravement les intérêts de l'hygiène, comme aussi ceux des exploitations agricoles qui constituent la seule ressource de la région.

Le capital à investir dans l'entreprise est évalué à 4,766,300 francs : l'État et la province intervenant respectivement à concurrence du tiers et du quart, les communes ont à se partager les 5/12^e de cette somme, soit 1,986,000 francs. Deux communes : MARTENSLINDE et ROCLENCE-SUR-GEER ayant provisoirement refusé leur concours, les souscriptions communales atteignent 1,910,900 francs. Il reste donc, de ce côté, un déficit momentané de 75,100 francs que nous demandons à l'État de couvrir ; l'article 5, alinéa 2, de la loi organique de la Société Nationale a prévu cette intervention exceptionnelle qui constitue en réalité un simple prêt pour le Trésor public, puisque la somme lui sera remboursée avec les intérêts le jour, prochain d'ailleurs, où les communes au profit desquelles l'avance est consentie solliciteront leur raccordement au réseau.

Le capital du service serait donc souscrit comme suit par les divers associés :

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État, à titre définitif (1/5)	1,588,700 »	15,887 »
État, à titre provisoire	75,100 »	751 »
2. Province (1/4)	1,191,600 »	11,916 »
3. Bassenge	103,200 »	1,052 »
4. Eigenbilsen	125,300 »	1,253 »
5. Fall-Mheer	139,000 »	1,390 »
6. Genoels-Elderen	39,400 »	394 »
7. Grand-Spauwen	90,000 »	900 »
8. Hees	53,600 »	536 »
9. Herderen	80,900 »	809 »
10. Membruggen	58,700 »	587 »
11. Millen	118,300 »	1,183 »
12. Mopertingen	81,900 »	819 »

(1) En voici la liste : Bassenge, Eigenbilsen, Fall-Mheer, Genoels-Elderen, Grand-Spauwen, Hees, Herderen, Martenslinde, Membruggen, Millen, Mopertingen, Petit-Spauwen, Riepst, Rijkboven, Roelenge, Rosmeer, 's Heeren-Elderen, Sichen-Sussen-Bolré, Veltwezelt, Vlijtingen, Vroenhoven, Waltwilder, Wonck.

13. Petit-Spauwen	64,700 »	647 »
14. Riempst	46,000 »	460 »
15. Rijckhoven	77,300 »	773 »
16. Rosmeer	61,200 »	612 »
17. 's Heeren-Elderen	54,100 »	541 »
18. Sichen-Sussen-Bolré	192,000 »	1,920 »
19. Veitwezelt	42,500 »	425 »
20. Vlijtingen	141,500 »	1,415 »
21. Vroenhoven	101,100 »	1,011 »
22. Waltwilder	76,400 »	764 »
23. Wonck	161,800 »	1,618 »
TOTAUX	fr. 4,766,300 »	47,663 »

La province et les communes reprises au tableau ci-dessus ont promis leur concours dans les proportions indiquées (1). La province acquittera sa quote-part en capital.

III. — Service régional du nord de Namur.

GROUPE A.

La Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux établit en ce moment dans le nord de la province de Namur, entre HINGEON et MAZY, un aqueduc de dérivation des sources de Modave. Les travaux qu'elle a entrepris à cette fin ont amené, en plusieurs endroits, un affaissement de la nappe aquifère et, par voie de conséquence, le tarissement des sources et des puits. L'alimentation publique en eau potable s'est trouvée ainsi compromise, et il a fallu songer à procurer aux habitants de nouvelles ressources aquifères, en remplacement de celles qui avaient disparu.

Parmi les communes les plus particulièrement atteintes et auxquelles il y a lieu de venir en aide de toute urgence se trouvent DAUSSOULX, VEDRIN, CHAMPION, GELBRESSÉE, VEZIN, HINGEON et LANDENNE-SUR-MEUSE. Ce sont ces localités qui sont groupées dans le service régional A dont la Société Nationale propose l'institution immédiate, et qui sera alimenté par une prise d'eau effectuée, d'accord avec la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, sur l'aqueduc d'amenée des eaux de Modave. On y a ajouté quelques autres communes telles que BONINNE, BEEZ, BOUGE, PONTILLAS et BIERWART, que leur situation topographique rend naturellement tributaires du réseau de canalisation projeté.

Ce qui vient d'être dit nous dispense d'insister sur l'absolue nécessité de passer aussitôt que possible à la réalisation du projet approuvé par dépêche du 24 décembre 1921.

Les frais de premier établissement du service, qui pourra faire face aux besoins d'une population de 13,000 âmes environ, s'élèvent à 3,201,400 francs,

(1) Les délibérations de BASSENCE et de FALL-MUEER ne sont toutefois pas encore parvenues à la Société Nationale.

d'après l'estimation d'avant-projet. La population immédiatement desservie n'atteindra que 11,000 âmes, certaines petites communes : PONTILLAS, BIERWART, DAUSSOULX, GELBRESSÉE, n'ayant pas encore adhéré à l'entreprise. Mais leur entrée prochaine dans le groupement ne fait pas de doute, et les installations principales : station de pompage, conduite de refoulement, canalisations maîtresses, ont été conçues sous des dimensions suffisantes pour permettre leur alimentation ultérieure. Ici comme pour le service du Sud-Est du Limbourg, nous escomptons que l'État consentira à supporter provisoirement la quote-part, minime d'ailleurs, qui devrait être attribuée de ce chef à ces communes momentanément défailtantes.

Sur ces bases, le capital du service se répartira comme suit :

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État, à titre définitif (1/3)	fr. 1,067,100 »	10,671 »
État, à titre provisoire	85,800 »	858 »
2. Province (1/6)	533,600 »	5,336 »
3. Beez	117,600 »	1,176 »
4. Boninne	85,700 »	857 »
5. Bouge	140,800 »	1,408 »
6. Champion	180,400 »	1,804 »
7. Hingon	100,600 »	1,006 »
8. Landenne-sur-Meuse	299,000 »	2,990 »
9. Vedrin	334,600 »	3,346 »
10. Vezin	256,200 »	2,562 »
TOTAUX	fr. 3,201,400 »	32,014 »

Les communes reprises sous les n° 3, 4, 5, 8, 9 et 10 ont souscrit le nombre de parts sociales qui leur est attribué ; nous attendons d'un jour à l'autre les délibérations des conseils communaux d'HINGON et de CHAMPION.

Le concours réclamé à la province est également acquis à la Société Nationale.

GROUPE D.

Les études que la Société Nationale a poursuivies en vue d'assurer l'alimentation en eau potable de la région du Nord de la province de Namur asséchée par les travaux de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, l'ont naturellement amenée à examiner la situation des communes avoisinantes, de manière à les faire profiter dans la mesure du possible des installations qui vont être créées.

Deux communes proches de Namur : BELGRADE et FLAWINNE sont depuis toujours, presque complètement privées d'eau potable ; l'absence, dans les environs, de ressources aquifères de bonne qualité et convenablement situées, a mis jusqu'ici obstacle à ce qu'il soit porté remède à cet état de choses, dangereux pour la santé publique.

Le concours consenti par la Compagnie intercommunale bruxelloise à la Société Nationale a permis à celle-ci d'étudier un projet de réalisation aisée et relativement peu coûteuse, dont l'exécution apporterait une solution définitive au problème urgent de l'approvisionnement en eau de ces deux communes déshéritées.

Le capital nécessaire est évalué à 1,148,300 frs. ; il serait réparti comme suit entre l'État, la province et les communes.

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État (1/5)	fr. 382,800 »	3.828 »
2. Province (1/6)	191,400 »	1,914 »
3. Belgrade	270,300 »	2,703 »
4. Flawinne	303,800 »	3.036 »
TOTAUX.	fr. 1,148,300 »	11,483 »

Les souscriptions de la province et des communes ont fait l'objet de délibérations régulières et sont définitivement acquises.

IV. — Service régional de la Dendre supérieure.

ALIMENTATION DES VILLES D'ATH ET DE LESSINES.

A. — Adduction de l'eau.

La Société Nationale a élaboré l'avant-projet d'un vaste groupement intercommunal qui assurerait, au moyen d'une source puissante émergeant à NEUFVILLES, près SOIGNIES, l'alimentation d'une cinquantaine de communes situées dans la vallée de la Dendre supérieure, au Nord du Hainaut et dans le Sud-Est de la province de Flandre Orientale. Les villes d'ATH, LEUZE, LESSINES et GRAMMONT constituent les centres les plus importants de la région.

Cet avant-projet a été approuvé par dépêche du 6 février 1922.

Il n'est question, pour le moment, que de réaliser la partie de ce travail nécessaire à l'alimentation des villes d'ATH et de LESSINES ; les extensions vers LEUZE et GRAMMONT, ainsi que les branchements secondaires destinés à l'approvisionnement des villages ne seraient posés que plus tard, au fur et à mesure que les besoins se manifesteraient. La canalisation principale de NEUFVILLES à LESSINES serait construite dès à présent sous des dimensions définitives, de manière à répondre aux nécessités futures sans qu'il faille la renforcer ; l'expérience montre qu'il ne s'écoulera guère d'années avant que toutes les communes situées dans la zone d'action de cette conduite n'aient sollicité la faveur de s'y raccorder. Il y a donc, ici encore, une avance de fonds à faire pour réserver l'avenir prochain ; elle est plus importante que dans les services régionaux du Sud-Est du Limbourg et du Nord de Namur, groupe A ; mais il n'est pas dou-

teux que l'État, soucieux de faire œuvre de prévoyance, ne consente à la supporter provisoirement (1).

Le capital nécessaire à l'acquisition et à l'aménagement de la source, à la construction de la station de pompage, et à la pose de la conduite d'aménée jusque LESSINES, est estimé à 5,900,000 francs. En tenant compte des souscriptions consenties par les villes d'ATH et de LESSINES, faisant l'objet de délibérations régulièrement approuvées, et de l'intervention escomptée de la ville de BRAINE-LE-COMTE, qui s'approvisionne dès à présent à la source en vertu d'un contrat passé avec les propriétaires actuels, la répartition de ce capital s'établirait comme suit :

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État, à titre définitif (1/3)	fr. 1,966,700 »	19,667 »
État, à titre provisoire	1,930,100 »	19,501 »
2. Province (1/3)	1,180,000 »	11,800 »
3. Ath	335,400 »	3,354 »
4. Lessines	335,400 »	3,354 »
5. Braine-le-Comte	132,400 »	1,324 »
TOTAUX	fr. 5,900,000 »	59 000 »

B. — Distribution de l'eau.

Les villes d'ATH et de LESSINES ne se sont pas bornées à faire appel au concours de la Société nationale pour l'aménée de l'eau jusqu'à leurs ports; elles lui ont confié le soin de construire et d'exploiter leur réseau local de distribution d'eau. Le premier coûtera 1,870,000 francs; le second 1,510,000 francs. Le capital à investir dans chacun de ces services locaux sera supporté dans la proportion ci-après par les pouvoirs publics :

A. — Réseau d'Ath.

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État (1/3)	fr. 623,300 »	6,233 »
2. Province (1/3)	374,000 »	3,740 »
3. Ville d'Ath (1/3)	872,700 »	8,727 »
TOTAUX	fr. 1,870,000 »	18,700 »

B. — Réseau de Lessines.

Associés.	Capital souscrit.	Nombre de parts de 100 francs.
1. État (1/3)	fr. 503,300 »	5,033 »
2. Province (1/3)	302,000 »	3,020 »
3. Ville de Lessines (1/3)	704,700 »	7,047 »
TOTAUX	fr. 1,510,000 »	15,100 »

(1) La Société nationale a eu l'honneur d'attirer l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène sur cette question par lettre du 19 décembre 1921, C. 10, à laquelle nous croyons pouvoir nous référer.

Au total, la quote-part de l'État dans l'ensemble des travaux à faire pour alimenter ATH et LESSINES, tout en ménageant la possibilité de donner aux installations à réaliser de suite le développement qu'elles comportent logiquement, se monterait à

1,966,700 + 623,300 + 503,300 = fr. 3,093,300 à titre définitif.

et 1,950,100 à titre provisoire.

TOTAL . . . fr. 5,043,400

Quant au degré d'urgence que présentent les travaux, on n'en saurait donner de meilleure preuve que dans la décision prise par les deux villes intéressées de se doter immédiatement et à *tout prix* d'une distribution d'eau, soit isolément, soit avec le concours de la Société Nationale : placées l'une et l'autre dans la vallée de la Dendre, ces vieilles cités ne disposent pour leur alimentation que d'une eau suspecte, et souvent franchement mauvaise, provenant d'un sous-sol imprégné depuis des siècles par les déchets de toute une agglomération. Bien que succombant sous les charges financières d'après guerre, elles ne reculent pas, pour remédier à la situation actuelle, devant la perspective d'imposer à leurs habitants une charge annuelle qui dépassera 130,000 francs ou 12 francs par tête. Elles ne consentiraient assurément pas en ce moment de pareils sacrifices s'il y avait possibilité de les ajourner.

V. — Récapitulation.

Groupes.	Capital du service.	Quote-part de l'État.		
		définitive.	provisoire.	
I. Bas-Bœinage	5 279,000	4,760,000	—	
II. Sud-Est du Limbourg	4,766,300	1,388,700	75,100	
III. Nord de Namur {	A	3,201,400	1,067,100	85,800
	D	1,148,300	382,800	—
IV. Dendre supérieure	9,280,000	3,093,300	1,950,100	
TOTAUX fr.	23,675,000	7,891,900	2,111,000	

La province de Limbourg se proposant de s'acquitter en capital de sa quote-part dans les fonds nécessaires à l'établissement du service II, la somme à emprunter par la Société Nationale se trouve ramenée à

23,675,000 — 1,191,600 = 22,483,400 francs

soit en chiffres ronds :

22.500,000 francs.

Extrait de la dépêche envoyée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène
en date du 19 décembre 1921.

.....

Les villes d'ATH et de LESSINES viennent de nous faire savoir qu'elles acceptent les propositions que la Société Nationale leur a soumises et qui sont exposées dans les mémoires et notes explicatives. LEUZE et GRAMMONT ne nous ont point encore fait part de leur décision. Nous avons l'espoir qu'elle sera favorable. Mais en fût-il autrement que la Société Nationale, répondant au désir formel des Conseils communaux des deux villes dont l'adhésion est actuellement acquise, n'hésiterait pas à exécuter *immédiatement* la partie du projet général qui intéresse ATH et LESSINES, ainsi que les réseaux locaux de ces deux localités, *sous la réserve que les pouvoirs publics intéressés lui donnent les moyens de s'assurer les ressources financières nécessaires à cette fin.*

Nous avons, en effet, la conviction qu'il suffira de mettre en exploitation cette première partie de l'entreprise, de montrer ainsi aux administrations communales une œuvre concrète, tangible, pour vaincre leur hésitation ou leur indifférence, et les amener à solliciter leur raccordement au réseau et leur entrée dans le groupement intercommunal.

.....

Le Directeur général,

F. RACHEZ.

Le Président,

C. DE BURLET.